

## A la une / Contribution

### Changement climatique

# La sécurité alimentaire de l'Algérie est en jeu !



Il existe une injustice climatique, qui met des pays à très faibles émissions de GES, comme l'Algérie, sur la ligne de front. © D. R.

Si la responsabilité de l'Algérie dans le réchauffement climatique n'est pas engagée, le pays reçoit en plein fouet ses conséquences. Dans cette contribution, la sonnette d'alarme est tirée pour interpeller la société civile et les décideurs politiques sur un problème qui ronge la planète et face auquel des solutions structurelles au niveau national s'imposent.

Le réchauffement climatique résulte de l'augmentation de la concentration en CO<sub>2</sub> et autres gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère provoquée par les activités humaines nuisibles à l'environnement, telles que la combustion des hydrocarbures, la déforestation et l'exploitation agricole intensive. Il provoque des catastrophes naturelles qui ne cessent d'augmenter en fréquence et en intensité en fonction du temps (sécheresses, inondations et cyclones). Dernier exemple en date, Patricia est l'ouragan le plus puissant jamais observé. La communauté scientifique s'accorde sur le point suivant : si la hausse de la température moyenne mondiale dépasse les 2°C, il sera impératif de réduire les émissions de GES de 80% d'ici 2020. Autrement, la planète atteindrait un point de non retour climatique, qui provoquerait notamment la fonte irréversible des glaciers et par ricochet, la montée des niveaux des océans. La contribution des facteurs anthropiques au changement climatique est désormais reconnue et les pays industrialisés tels que les États-Unis et l'Union européenne en sont les principaux impliqués. Ne représentant que 20% de la population mondiale, les pays développés produisent plus de 70% des émissions depuis 1850. Il existe ainsi une injustice climatique, qui met des pays à très faibles émissions de GES, comme l'Algérie, sur la ligne de front. Et pour cause, le pays subit l'accélération de la désertification, la dégradation des sols, la baisse de pluviométrie (moins 30% au cours des dernières décennies) et de sévères vagues de sécheresse. Le contexte international n'améliore pas les choses. Entre 2007 et 2011, des phénomènes climatiques extrêmes ont chamboulé le marché céréalier mondial. Grande sécheresse en Chine (plus grand producteur et consommateur de blé au monde), précipitations record au Canada, feux de brousse couplés à la sécheresse en Russie et tempêtes aux États-Unis en sont les causes. Compte-tenu de la

dépendance alimentaire de l'Algérie, toute diminution de l'offre mondiale implique une forte hausse des prix et un impact économique grave. Pis encore, selon le dernier rapport de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) sur les perspectives de récolte et la situation alimentaire dans le monde, même les années ou les récoltes sont bonnes, l'Algérie reste dépendante. En effet, au cours des 5 dernières années, 68% des besoins céréaliers intérieurs pour fourrage et alimentation proviennent de l'importation. Par ailleurs, la spéculation alimentaire sur les denrées de base exercée par les marchés financiers, principalement le Chicago Mercantile Exchange (CME), empire la situation. La conférence sur le climat organisée dans le cadre des Nations unies (COP 21) a débuté le lundi 30 novembre. L'Algérie, à travers sa contribution prévue pour cet événement (mais aussi dans d'autres communications officielles), dit mesurer la gravité de la situation. Toutefois, les propositions ne sont pas à la hauteur des enjeux. Le principe très juste de "la responsabilité commune mais différenciée des États" est invoqué, mais des conditions sont posées quant aux mesures envisagées du côté algérien (seulement 7% de réduction des GES est envisagée avec les moyens nationaux). Ce principe se réfère à la notion de justice climatique, qui consiste en la reconnaissance par l'Occident industrialisé de sa responsabilité historique dans le réchauffement climatique et d'en assumer les conséquences. Mais qu'attend-on encore des innombrables conférences des Nations unies sur le changement climatique, qui à part des discours de façade et des fausses solutions (basées sur des recettes technologiques toutes prêtes), n'ont jusqu'à maintenant abouti sur aucun traité contraignant? Ou encore du texte de l'accord de la COP21 qui occulte complètement la source du mal, à savoir ce système économique mondial basé sur les énergies fossiles. En invoquant une conjoncture nationale difficile due à la baisse des prix des hydrocarbures, l'Algérie est-elle vraiment en position de marchander quand il s'agit d'un enjeu politique majeur qui impacte la stabilité du pays? (\*) Si sa responsabilité dans le changement climatique n'est pas engagée, elle figure néanmoins sur la liste des pays particulièrement vulnérables à ses effets. Face à la raréfaction des ressources naturelles et aux conséquences désastreuses sur le climat et l'agriculture, elle est par conséquent obligée de faire face à cet état de fait. Comment peut-on encore proposer des solutions basées sur la technologie et conçues dans le cadre du système capitaliste alors même qu'il est le premier responsable du dérèglement climatique? Vu la grande dépendance alimentaire du pays, il est légitime de se poser des questions sur la modestie et l'insuffisance des mesures touchant le secteur agricole. Un secteur dans le collimateur puisqu'il représente 1/3 des émissions mondiales de GES.

Au lieu de s'enfoncer dans cette spirale infernale, il est temps de repenser la stratégie de lutte et d'adaptation au dérèglement climatique, et cela passe nécessairement par la souveraineté alimentaire. Le modèle capitaliste agricole actuel est basé sur l'hégémonie d'une poignée de multinationales sur la commercialisation des semences et des intrants agricoles ainsi que sur la spéculation sur les prix des denrées alimentaires. Il prône l'exploitation agricole intensive qui détruit la terre, le sol, l'eau et la biodiversité des graines, et son maître-mot est le profit. Une transition vers un modèle agricole basé sur la souveraineté alimentaire et le refroidissement de la terre est donc vitale : un modèle de paix et de non-violence qui garantisse à la fois justice sociale et climatique et qui appelle à la réconciliation avec la terre-mère. En matière de souveraineté alimentaire, la pionnière indienne Vandana Shiva a beaucoup à dire. Docteur en physique, elle a fondé en 1991 Navdanya, un mouvement national qui œuvre pour la protection de la diversité et de l'intégrité des ressources vivantes (des graines indigènes - locales - en particulier) et qui encourage l'agriculture biologique et le commerce équitable. Ce mouvement a réussi à conserver plus de 3000 variétés de riz en provenance de toute l'Inde, et 60 banques de semences ont été mises en place dans 16 États à travers le pays. Contactée par e-mail, Vandana Shiva met en garde l'Algérie contre les industries agroalimentaires, ces ennemies du climat qui se servent de la crise pour assurer la continuité de leur modèle agricole. Elle nous donne également quelques conseils pour dépasser la dépendance alimentaire : "En Inde, on dit que la révolution verte avait augmenté la production de blé, ce qui est un raisonnement fallacieux. Les monocultures de blé, adaptées à l'agriculture basée sur l'industrie pétrochimique, avaient augmenté la surface des terres cultivées. Cela a augmenté la quantité de blé cultivé au détriment des autres cultures comme les légumineuses et les oléagineux. À présent, les légumineuses et les oléagineux se vendent à des prix astronomiques à cause de la destruction de la biodiversité de l'Inde, faisant de ce pays un importateur de légumes secs et d'huiles comestibles. Désormais, les Indiens consomment de l'huile de soja génétiquement modifiée importée de manière illégale. [...] Les fausses solutions promues par l'industrie

agro-alimentaire, telles que "l'agriculture climato-intelligente", sont simplement une extension du système alimentaire basé sur les énergies fossiles. Continuer dans ce système ne fera qu'aggraver la crise climatique. La propriété intellectuelle sur les semences constitue la pierre angulaire pour l'avenir de ce système obsolète. Sans semences brevetées, la viabilité de ce modèle de production destructeur est compromise. C'est pour cette raison que l'industrie biotechnologique (qui est aussi l'industrie chimique et qui fut l'industrie des armes pendant les guerres mondiales) s'efforce à rendre illégale la conservation des semences afin de s'assurer le monopole sur le marché des semences brevetées de l'Occident.

L'agriculture écologique reste la seule option pour nous face aux dommages causés par l'ère des énergies fossiles. L'objectif de baisser les températures de 2°C d'ici 2020 par la rétention de 10 gigatonnes de carbone atmosphérique pourrait être atteint en séquestrant le carbone dans le sol à travers l'agriculture biologique qui recourt aux semences résistantes au climat local. On y parviendra seulement si on bascule de l'agriculture basée sur les énergies fossiles et l'industrie chimique vers une agriculture biologique et écologique utilisant des semences indigènes. La conservation des semences est primordiale pour que cela devienne possible.

L'agriculture écologique peut guérir les terres détruites par l'agriculture industrielle. Des personnes ont été contraintes de quitter leurs terres par la guerre, ou par la guerre contre la terre. La seule solution à la crise multiple à laquelle nous sommes tous confrontés aujourd'hui est de revenir à un mode de production biologique et écologique, pour nourrir une population mondiale croissante sur une planète finie." D'autres solutions pour la sortie de ce système destructeur basé sur les énergies fossiles ont été proposées par un collectif qui englobe pas moins de 330 mouvements sociaux et organisations représentant plus de 200 millions de personnes de par le monde. Un plan d'urgence à dix points est proposé pour sauver la planète du désastre auquel on assiste impuissants. Ce plan propose entre autres de :

- Maintenir plus de 80% des réserves connues d'énergies fossiles sous le sol (ce n'est pas eux qui inventent ce chiffre, c'est l'Agence internationale de l'énergie qui le dit). -Bannir les nouvelles explorations pétrolières et gazières et d'abandonner l'extraction des ressources.
  - Accélérer la transition vers des énergies alternatives basées sur un contrôle collectif et citoyen. -Promouvoir la production et la consommation de produits locaux et durables.
  - Appliquer des stratégies de zéro déchet pour le recyclage et l'élimination des déchets ainsi que pour la rénovation des bâtiments.
  - Améliorer et développer les transports en commun.
  - Créer de nouveaux emplois qui rétablissent l'équilibre du système Terre pour réduire les émissions de GES.
- L'appel intégral s'intitule "Se mobiliser et s'organiser pour éviter et stopper la fièvre de la planète !". Il est consultable sur internet.

L'urgence climatique est un problème du présent et pas du futur et on ne peut pas escompter des résultats suffisants de la COP21 (cet endroit où les preneurs de décision font semblant de ne pas connaître la source du problème) puisqu'on connaît déjà les propositions des pays. L'engagement climat algérien doit donc se travailler au niveau national avec une prise de conscience citoyenne et un minimum de bonne volonté politique.

**A. M.**

**(\*) Asma Mechakra : "L'implication du changement climatique dans les révoltes "arabes" - Investig'Action", <http://www.investigaction.net/L-imp....>**